EXTRAIT DES REGISTRES DES DELIBERATIONS DU CONSEIL DE TERRITOIRE MARSEILLE PROVENCE

Séance du 26 juin 2018

Monsieur Jean MONTAGNAC, Président du Conseil de Territoire Marseille Provence, a ouvert la séance à laquelle ont été présents 100 membres.

Etaient présents Mesdames et Messieurs :

Hélène ABERT - Christian AMIRATY - René AMODRU - Michel AZOULAI - René BACCINO - Mireille BALLETTI - Mireille BALOCCO - Jacques BESNAÏNOU - Solange BIAGGI - Roland BLUM - Nicole BOUILLLOT - Nadia BOULAINSEUR - Marie-Christine CALATAYUD - Laure-Agnès CARADEC - Eugène CASELLI - Roland CAZZOLA - Sophie CELTON - Bruno CHAIX - Catherine CHAZEAU - Gérard CHENOZ - Alain CHOPIN - Monique CORDIER - Vincent COULOMB - Sandrine D'ANGIO - Christophe DE PIETRO - Anne-Marie D'ESTIENNES D'ORVES - Nouriat DJAMBAE - Pierre DJIANE - Emilie DOURNAYAN - Marie-France DROPY OURET - Sandra DUGUET - Michèle EMERY - Yann FARINA - Nathalie FEDI - Céline FILIPPI - Richard FINDYKIAN - Josiane FOINKINOS - Josette FURACE - Karim GHENDOUF - Patrick GHIGONETTO - Jean-Pierre GIORGI - Martine GOELZER - Georges GOMEZ - José GONZALEZ - Albert GUIGUI - Louisa HAMMOUCHE - Daniel HERMANN - Garo HOVSEPIAN - Michel ILLAC - Noro ISSAN-HAMADY - Bernard JACQUIER - Paule JOUVE - Fabrice JULLIEN-FIORI - Dany LAMY - Albert LAPEYRE - Gisèle LELOUIS - Laurence LUCCIONI - Patrick MAGRO - Bernard MARANDAT - Hélène MARCHETTI - Stéphane MARI - Jeanne MARTI - Janine MARY - Christophe MASSE - Martine MATTEI - Guy MATTEONI - Xavier MERY - André MOLINO - Claudette MOMPRIVE - Jean MONTAGNAC - Yves MORAINÉ - Roland MOUREN - Lisette NARDUCCI - Jérôme ORGEAS - Nadine PADOVANI-FAURE-BRAC - Grégory PANAGOUDIS - Patrick PAPPALARDO - Didier PARAKIAN - Christian PELLICANI - Claude PICCIRILLO - Catherine PILA - Marc POGGIALE - Muriel PRISCO - Marine PUSTORINO-DURAND - Julien RAVIER - Martine RENAUD - Maryvonne RIBIERE - Carine ROGER - Georges ROSSO - Lionel ROYER-PERREAUT - Roger RUZE - Isabelle SAVON - Eric SCOTTO - Emmanuelle SINOPOLI - Nathalie SUCCAMIELE - Dominique TIAN - Jocelyne TRANI - Cédric URIOS - Brigitte VIRZI - Kheïra ZENAFI.

Etaient absents et représentés Mesdames et Messieurs :

Loïc BARAT représenté par Gisèle LELOUIS - Marie-Josée BATTISTA représentée par René BACCINO - Jean-Pierre BERTRAND représenté par Josiane FOINKINOS - Frédéric BOUSQUET représenté par Solange BIAGGI - Valérie BOYER représentée par Mireille BALLETTI - Marie-Arlette CARLOTTI représentée par Muriel PRISCO - Sandra DALBIN représentée par Kheïra ZENAFI - Michel DARY représenté par Marie-France DROPY OURET - Monique DAUBET-GRUNDLER représentée par Martine RENAUD - Jean-Claude DELAGE représenté par Nathalie FEDI - Frédéric DOURNAYAN représenté par Emilie DOURNAYAN - Dominique FLEURY VLASTO représentée par Bernard JACQUIER - Roland GIBERTI représenté par Hélène MARCHETTI - Vincent GOMEZ représenté par Garo HOVSEPIAN - Christian JAILLE représenté par Alain CHOPIN - Eric LE DISSES représenté par Laure-Agnès CARADEC - Annie LEVY-MOZZICONACCI représentée par Stéphane MARI - Marc LOPEZ représenté par Louisa HAMMOUCHE - Marie-Louise LOTA représentée par Daniel HERMANN - Bernard MARTY représenté par Marc POGGIALE - Florence MASSE représentée par Eric SCOTTO - Marcel MAUNIER représenté par Jocelyne TRANI - Danielle MILON représentée par Fabrice JULLIEN-FIORI - Richard MIRON représenté par Isabelle SAVON - Gérard POLIZZI représenté par Lisette NARDUCCI - Roland POVINELLI représenté par Paule JOUVE - Véronique PRADEL représentée par Emmanuelle SINOPOLI - Marlène PREVOST représentée par Jean-Pierre GIORGI - Stéphane RAVIER représenté par Jeanne MARTI - Marie-Laure ROCCA-SERRA représentée par Michèle EMERY - Guy TEISSIER représenté par Lionel ROYER-PERREAUT - Maxime TOMMASINI représenté par Michel AZOULAI - Claude VALLETTE représenté par Carine ROGER - Josette VENTRE représentée par Albert LAPEYRE - Patrick VILORIA représenté par Marie-Christine CALATAYUD.

Etaient absents et excusés Mesdames et Messieurs :

Jean-Pierre BAUMANN - Yves BEAUVAL - Mireille BENEDETTI - Sabine BERNASCONI - Jean-Louis BONAN - Patrick BORE - Michel CATANEO - Anne CLAUDIUS-PETIT - Frédéric COLLART - Laurent COMAS - Anne DAURES - Dominique DELOURS - Arlette FRUCTUS - Jean-Claude GAUDIN - Samia GHALI - Bruno GILLES - André GLINKA-HECQUET - Régine GOURDIN - Annie GRIGORIAN - Andrée GROS - Nathalie LAINE - Laurent LAVIE - Antoine MAGGIO - Georges MAURY - Patrick Mennucci - Virginie MONNET-CORTI - Marie MUSTACHIA - Patrick PADOVANI - Christyane PAUL - Elisabeth PHILIPPE - Stéphane PICHON - Nathalie PIGAMO - Jean ROATTA - Jean-Louis TIXIER - Lionel VALERI - Martine VASSAL - Didier ZANINI - Karim ZERIBI.

Signé le 26 Juin 2018
Reçu au Contrôle de légalité le 13 juillet 2018

Monsieur le Président a proposé au Conseil d'accepter les conclusions exposées ci-après et de les convertir en délibération.

PROX 027-303/18/CT

■ Approbation d'un protocole transactionnel avec le groupement ARCADIS ESG/SMM/EGIS France/André MASCARELLI concernant le marché n°04-021 relatif à la maîtrise d'oeuvre pour la conception et le suivi de réalisation du tunnel Joliette à Marseille 2ème arrondissement

Information du Conseil de Territoire

DIFRA 18/16487/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence sera prochainement saisi du rapport présenté ci-après pour information au Conseil de Territoire Marseille Provence.

La Communauté urbaine Marseille Provence Métropole a assuré la Maîtrise d'Ouvrage du projet de l'Axe Littoral sens Nord-Sud à Marseille (2ème arrondissement).

Cette opération, consistant notamment à démolir le viaduc autoroutier au droit des Docks et à construire le tunnel de la Joliette sous la voie des quais, jusqu'au tunnel sous le Vieux-Port, a permis la reconquête de la façade littorale notamment dans le périmètre de la ZAC de la Cité de la Méditerranée,

Pour mener à bien cette opération structurante, par délibération n° VOI 4/218/B du 16 mai 2003, le Bureau de la Communauté urbaine de Marseille avait autorisé le lancement d'un appel d'offres restreint en vue de désigner un Maître d'Œuvre chargé des missions de conception et de suivi de réalisation de l'ouvrage.

Le groupement ARCADIS ESG / SMM / EGIS ROUTE SCETAUROUTE / André MASCARELLI a été attributaire du marché n°04/021 notifié le 27 février 2004 pour un forfait provisoire de rémunération égal à 3 109 600,00 euros HT.

A l'issue des études d'Avant-Projet, l'estimation définitive du coût prévisionnel des travaux a été déterminée. Dès lors, après avis favorable de la Commission d'Appel d'Offres, conformément aux dispositions de l'article 19 III du Code des marchés publics et au décret n°93-1268 du 29 novembre 1993, le forfait définitif de rémunération a été arrêté par Avenant n°1, en date du 10 mars 2008 au montant de 3 759 009,00 euros HT.

Après avis favorable de la Commission d'Appel d'Offres, un Avenant n°2 au marché a été conclu avec le groupement en date du 20 décembre 2010, afin de rémunérer les prestations complémentaires de Maîtrise d'Œuvre et modifier les délais d'exécution des missions VISA, ACT et AOR de l'opération pour assurer une cohérence de ces délais avec les marchés de travaux correspondants.

Ainsi, le forfait de rémunération du Maître d'Œuvre s'établissait à 4 567 063,44 euros HT.

Par avenant N°3 notifié le 13 mars 2012, il a été acté que la société EGIS France se substituait dans tous les droits et obligations à la société EGIS ROUTE SCETAUROUTE, cotraitant du groupement de maîtrise d'œuvre.

Le 28 octobre 2013, le titulaire a transmis au Maître d'Ouvrage son projet de décompte final qui établissait un montant de la rémunération à 5 846 757,44 euros HT hors révisions, et qui incluait un montant de rémunération complémentaire s'élevant à 1 279 694,00 euros HT, hors révision de prix.

Signé le 26 Juin 2018
Reçu au Contrôle de légalité le 13 juillet 2018

Par ordre de service n°14 du 28 novembre 2013, le Pouvoir Adjudicateur a rejeté le projet de Décompte Final et a notifié le Décompte final modifié portant le montant de la rémunération à 4 567 063,44 euros HT, hors révisions.

L'exposé des réserves a été développé par le groupement de Maîtrise d'œuvre dans un mémoire en réclamation remis à la Maîtrise d'Ouvrage dans un délai de 45 jours à compter de la date de réception de l'O.S. susvisé.

Conformément à l'article 40.1 du CCAG-PI, l'absence de décision de la personne publique dans un délai de deux mois compté à partir de la réception du mémoire de réclamation vaut rejet de la réclamation. En vertu de l'article 40.2 du CCAG-PI, le rejet implicite de cette réclamation a conduit le groupement de Maîtrise d'Œuvre à saisir le Comité Consultatif Interrégional de règlement amiable des différends et litiges en matière de marchés publics de Marseille (CCIRAL) le 2 juin 2015 au titre de l'indemnisation demandée pour un montant de 1 647 594,88 euros HT (révisions de prix inclus).

Le Maître d'ouvrage a produit ses observations en défense dans un mémoire en réponse reçu par le Comité le 13 avril 2017, analysant les prétentions du Titulaire et concluant au rejet partiel de la réclamation.

Conformément aux dispositions prévues par le décret N°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics et le décret N°2010-1525 du 8 décembre 2010 relatif aux comités consultatifs de règlement amiable des différends ou litiges relatifs aux marchés publics, après instruction contradictoire de la réclamation et suite à l'audience du 22 février 2018, le CCIRAL de Marseille notifiait le 16 mars 2018, un avis au terme duquel il préconise aux Parties la conclusion d'une transaction prévoyant le versement par le Maître d'ouvrage au Groupement ARCADIS ESG / SMM / EGIS FRANCE / André MASCARELLI d'une somme de 580 280 euros HT soit 694 014,88 euros TTC.

De surcroît, ce montant doit être majoré des intérêts moratoires arrêtés conventionnellement à la somme de 28 901 euros.

Le protocole transactionnel établi au vu de cet avis et joint en annexe, est soumis au Bureau de la Métropole pour approbation et permet de ramener la réclamation par la voie transactionnelle de 1 647 594,88 euros HT à 580 280 euros HT.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 relatif à la création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics ;
- Le décret N°2010-1525 du 8 décembre 2010 relatif aux comités consultatifs de règlement amiable des différends ou litiges relatifs aux marchés publics ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération HN 009-011/16/CM du 17 mars 2016 portant délégation du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le marché n° 04-021 relatif à la maîtrise d'oeuvre du tunnel Joliette à Marseille ;

Signé le 26 Juin 2018

Reçu au Contrôle de légalité le 13 juillet 2018

- La réclamation présentée par le groupement ARCADIS ESG / SMM / EGIS FRANCE / André MASCARELLI le 2 juin 2015, concernant le marché susvisé ;
- L'avis du CCIRAL du 22 février 2018 notifié à la Métropole le 16 mars 2018 concernant l'affaire n° 2015-23 portant sur la réclamation du groupement susvisé sur le marché N°04-021 passé avec la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole et à laquelle s'est substituée la Métropole à compter du 1^{er} janvier 2016 ;
- La lettre de saisine du Président du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

OUI LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que la stricte application du protocole transactionnel permet de clore définitivement le différend né de l'exécution du marché n°04-021, et entraîne que le groupement de maîtrise d'oeuvre renonce à toute instance et action future devant ledit Comité et les tribunaux, sur le fondement du même litige ;
- Que le Conseil de Territoire Marseille Provence doit émettre un avis sur ce projet de délibération.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence prend acte du projet de délibération portant sur l'approbation d'un protocole transactionnel avec le groupement ARCADIS ESG/SMM/EGIS France/André MASCARELLI concernant le marché n°04-021 relatif à la maîtrise d'oeuvre pour la conception et le suivi de réalisation du tunnel Joliette à Marseille 2^{ème} arrondissement.

Certifié Conforme,
Le Président du Conseil de Territoire
Marseille Provence

Jean MONTAGNAC